



**Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux
Établissements et Installations ouvertes au public
(E.R.P. et I.O.P.)**

Direction
départementale
des territoires
Service Habitat,
Rénovation Urbaine et
Bâtiments

Pôle de l'Accessibilité
et de la Qualité de la
Construction

NOTICE D'ACCESSIBILITÉ

**Document obligatoirement joint au dossier de permis de construire
ou d'autorisation de travaux**

*(d'autres types de notices peuvent être utilisés mais les éléments de détail
prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)*

1- RAPPELS

Réglementation :

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêté du 20 avril 2017
- Arrêté du 21 mars 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Arrêté du 30 novembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007

L'obligation concernant les ERP et IOP :

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

- Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**
- L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en œuvre dès lors que celles-ci satisfont aux mêmes objectifs que les solutions prescrites par le présent arrêté. Lorsqu'une solution d'effet équivalent est mise en œuvre, le maître d'ouvrage transmet au représentant de l'Etat dans le département, préalablement aux travaux, les éléments permettant de vérifier que cette solution satisfait aux objectifs d'accessibilité. Ces éléments sont transmis en trois exemplaires sauf s'ils sont transmis par voie électronique. Le représentant de l'Etat notifie sa décision motivée, dans les trois mois qui suivent la réception des éléments, après avoir consulté la commission compétente en application de l'article R. 111-19-30 du code de la construction et de l'habitation. A défaut de réponse de la commission dans un délai de deux mois à compter de la transmission de la demande d'avis, celui-ci est réputé favorable. A défaut de réponse du représentant de l'Etat dans le département dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a reçu la demande d'accord, celui-ci est réputé acquis.*

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire.

Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :
Direction Départementale des Territoires du Val d'Oise, SHRUB/PACQC : 01 34 25 24 39.

3- OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de la demande d'autorisation de travaux le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Lorsque le dossier comporte la demande de dérogation à ces règles, le maître d'ouvrage doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

En fin de travaux, pour les permis de construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait pour une personne d'établir une attestation visée à l'article R. 111-19-21 en méconnaissance des conditions fixées à l'article R. 111-19-22. La personne qui a commis cette infraction encourt également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues aux articles 131-35 et 131-48 du code pénal. La récidive des contraventions est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.

4- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes:

- un plan de coupe horizontale de chaque niveau
- un plan de coupe verticale
- une notice d'accessibilité

Afin de faciliter l'étude technique du projet, les plans de masse et les plans des niveaux devront comporter les éléments suivants:

- Faire figurer les rectangles d'encombrement (0,80 x 1,30) et les aires de rotation(1,50)
- Indiquer et coter les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.

- Coter les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc

5- DONNÉES CONCERNANT L'OPÉRATION

Désignation de l'opération

Nom de l'opération:

Nature des travaux

Commune:

lieu-dit:

E.R.P. de ...ème catégorie - Type ...

Désignation des acteurs

Maître D'ouvrage:

EMAIL :

TEL :

Maître D'œuvre:

EMAIL :

TEL :

Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte a qui est confié l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité:

6- ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'ŒUVRE

Je soussigné Mr Mme

au nom de

Maître

d'ouvrage, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date :

signature :

Je soussigné Mr Mme

Maître d'œuvre m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date :

signature : **Annexe à la notice d'accessibilité**

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et À ADAPTER À CHAQUE PROJET.

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans le [Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006](#) et [Arrêté du 20 avril 2017](#) (modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007)

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

prise en compte en ce qui concerne:

- les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public
- *dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones*
- *portes automatiques, portillons, tourniquets ;*
- *guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;*
- *appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;*
- *dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilant, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;*
- *équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;*
- *équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...*
- la nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements (*Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions*)
- le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration (*niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux*)
- les dispositif d'éclairage des parties communes : *tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile (niveaux d'éclairage visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires)*

DISPOSITIONS GENERALES

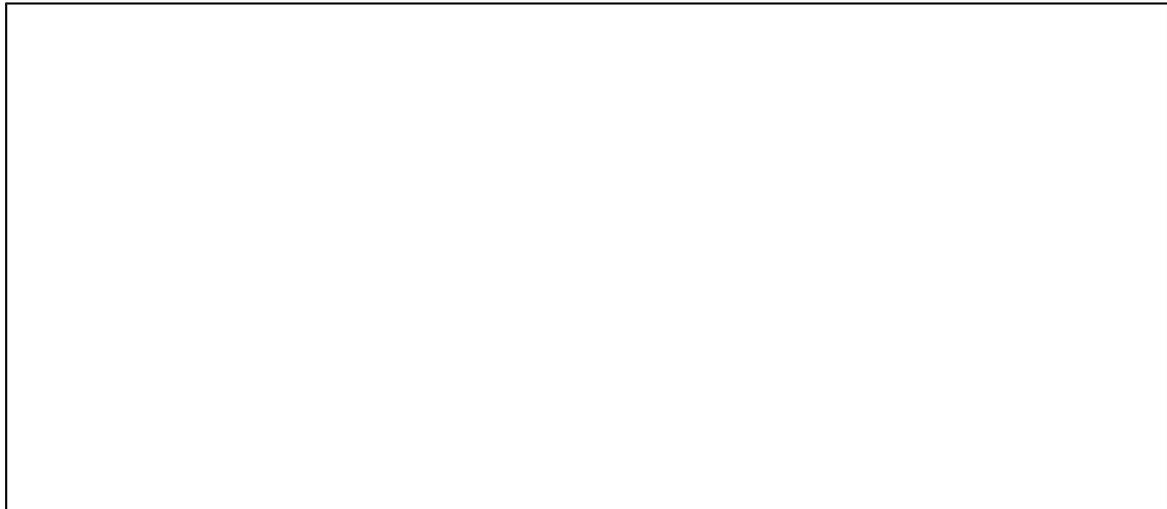
Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.

Descriptif du projet :

Effectif total de l'établissement :

🗺 Cheminements extérieurs (article 2 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux),*
- ...



🚗 Stationnement (article 3 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur,*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol,*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum,*
- ...



♿ Accès aux bâtiments (article 4 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Nature et positionnement des système de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,...)
- ...

♿ Accueil du public (article 5 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable,
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant,
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux),
- ...

♿ Circulations intérieures horizontales (article 6 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Éléments structurants repérables par les déficients visuels,
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes ,...)
- Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),
- ...

🗺️ Circulations intérieures verticales (article 7 de l'arrêté du 20 avril 2017)

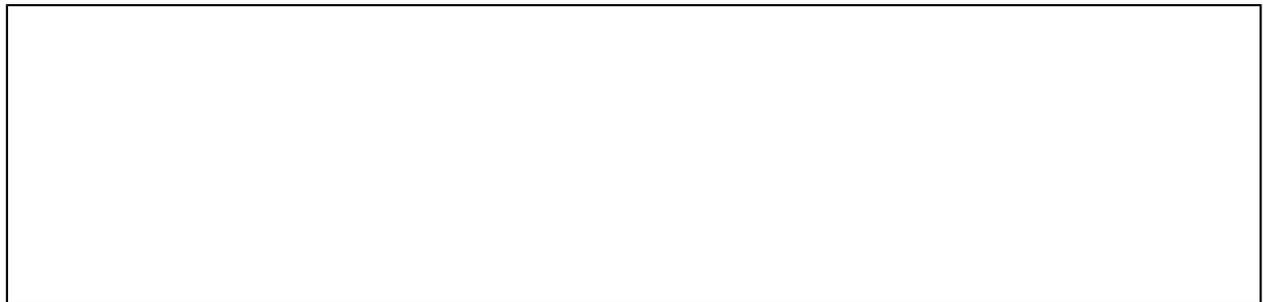
🚶 Escaliers

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers,*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- ...



🚶 Ascenseurs

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour cas particuliers) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible,*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent (voir arrêté),*
- ...



🗺️ Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques (article 8 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire,*
- *Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence,*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur,*
- ...



🗺 Revêtements de sols, murs et plafonds (article 9 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle,*
- *Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)*
- ...

🗺 Portes, portiques et sas (article 10 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- ...

🗺 Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande (article 11 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier,*
- *Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler,*
- *Information sonore doublée par une information visuelle,*
- ...

☺ Sanitaires (article 12 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées,*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur,*
- *Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...*
- *Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires adaptés,*
- ...

☺ Sorties (article 13 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours,*
- ...

☺ Éléments d'information et de signalisation (Annexe 3 à l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers,*
- ...

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

♿ Établissements recevant du public assis (article 16 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition),*
- ...

♿ Établissements comportant des locaux d'hébergement (article 17 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition),*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées,*
- ...

♿ Douches et cabines (article 18 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements),*
- ...

☺ Caisses de paiement disposées en batterie (article 19 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition),*
- ...